

BREVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 16 – du 17 avril au 23 avril 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ECONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JERUSALEM, LE CAIRE, TEHERAN, TEL-AVIV)

ZOOM : ÉGYPTE - EGYPTES 2026 : UNE STRATEGIE ENERGETIQUE MISE A L'ÉPREUVE DES TENSIONS REGIONALES

La neuvième édition du salon Egypt Energy Show (EGYPES) s'est tenue au Caire du 30 mars au 1er avril, dans un contexte de contrainte énergétique et sur fond de tensions régionales, de perturbations des approvisionnements et de hausse des prix du pétrole et du GNL. Principal rendez-vous énergétique en Égypte, historiquement structuré autour des hydrocarbures et avec une forte portée régionale, l'événement a confirmé la centralité de la sécurité énergétique dans l'agenda des autorités égyptiennes, désormais étroitement liée aux équilibres géopolitiques, macroéconomiques et sociaux.

LE CHIFFRE A RETENIR

45 %

PART DES RENOUELABLES DANS
LE MIX ENERGETIQUE D'ICI 2028

Inauguré par le Président Abdel Fattah Al-Sissi, le salon a permis de réaffirmer les priorités du gouvernement : apurement des arriérés dus aux compagnies internationales (en forte diminution depuis 2023, avec un objectif de règlement complet d'ici juin 2026, avec un versement à venir de 600 M USD en mai) et consolidation du positionnement de l'Égypte comme hub gazier régional. Dans cette perspective, le partenariat avec Chypre, dont le Président Nikos Christodoulidis était l'invité d'honneur, s'est concrétisé par la signature d'un accord-cadre portant sur la liquéfaction en Égypte du gaz extrait au large de Chypre, en vue de sa réexportation (dont le gisement Cronos, exploité par ENI et TotalEnergies).

Le salon a par ailleurs rassemblé une forte présence internationale, dominée par les entreprises chinoises, du Golfe, américaines et italiennes. La présence française s'est distinguée avec plusieurs groupes de premier plan, dont TotalEnergies, Schneider Electric, Bureau Veritas, Axens et Technip Energies.

En marge du salon, une table ronde de haut niveau a réuni le Premier ministre Mostafa Madbouly, les principaux ministres concernés, les majors internationales (BP, ENI, Chevron, Apache, TAQA), ainsi que les bailleurs internationaux et le secteur bancaire. Les autorités y ont réaffirmé la priorité donnée à la sécurisation de l'indépendance énergétique, dans un contexte de forte volatilité, en mobilisant l'ensemble des ressources disponibles — hydrocarbures et énergies renouvelables. La cible de 45 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique a été réaffirmée, avec un objectif, annoncé par le Premier Ministre Madbouly, de l'atteindre dès 2028, contre 2030 auparavant.

Les échanges ont surtout mis en évidence un regain de confiance des investisseurs, soutenu par les progrès enregistrés dans le règlement des arriérés et la volonté des autorités de structurer un dialogue plus étroit avec le secteur privé. Cette dynamique se traduit par une reprise des engagements dans l'exploration et la production : ENI prévoit 2 Mds USD d'investissements d'ici 2026, BP 1 Md USD, tandis qu'ExxonMobil, QatarEnergy et Chevron ont annoncé de nouvelles campagnes de forage. Ces annonces s'inscrivent dans le cadre

du plan du ministère du Pétrole prévoyant 480 puits pour 5,7 Mds USD d'investissements, avec un objectif de production de 6,4 à 6,6 milliards de pieds cubes par jour à horizon cinq ans (contre 4,3 Mds en 2025).

Dans le même temps, les opérateurs ont appelé à une poursuite et un approfondissement des réformes structurelles. Ils ont notamment insisté sur les rigidités administratives persistantes — en particulier les délais d'octroi des licences — et plaidé pour la mise en place d'un guichet unique ainsi qu'une simplification des procédures. La question de la prévisibilité du cadre de paiement reste également centrale, les entreprises soulignant la nécessité de garantir une discipline durable dans le traitement des arriérés afin d'éviter la reconstitution de cycles de dette pénalisant les investissements de long terme.

Enfin, la montée en puissance des énergies renouvelables fait émerger de nouveaux enjeux systémiques, en particulier en matière de capacités de stockage et de réseaux de transmission, indispensables à l'intégration des projets intermittents et au développement de filières comme l'hydrogène décarboné. Les autorités ont indiqué leur mobilisation sur ces sujets, en mettant en avant une ouverture accrue au secteur privé dans le développement des infrastructures.

Service Économique du Caire

ÉGYPTE

1. VALEO INAUGURE UN CENTRE DE DEVELOPPEMENT EN IA AU CAIRE

À l'occasion de ses 20 ans en Égypte, [Valeo](#) a inauguré un centre de développement en intelligence artificielle (IA) au Caire, destiné à accélérer l'intégration de l'IA dans l'ensemble de ses activités et à développer des solutions pour la mobilité intelligente. Ce hub, qui débute avec plus de 50 ingénieurs et devrait dépasser 100 spécialistes à court terme, s'inscrit dans un réseau mondial de plus de 200 experts et constitue un levier clé pour renforcer la productivité et les capacités logicielles du groupe. Cette initiative s'appuie sur une implantation déjà structurante : avec 3 000 ingénieurs, le site égyptien représente le principal centre de R&D logiciel du groupe en Afrique du Nord et contribue à près de 50 % de sa production mondiale. L'essor de l'IA y est déjà tangible, 35 % du code validé étant désormais généré à l'aide d'outils d'IA. Les autorités égyptiennes voient dans ce projet une étape stratégique, renforçant le positionnement du pays comme hub régional d'innovation et d'ingénierie, et confirmant son attractivité pour les investissements technologiques à forte valeur ajoutée.

2. TRANSFERT DE 5 800 HA A MODON HOLDING DANS LE CADRE DU PROJET RAS EL HEKMA

Les [autorités égyptiennes](#) ont achevé le transfert de 13 800 feddans (soit 5 800 ha) au développeur émirien Modon Holding dans le cadre du projet Ras El Hekma, mégaprojet urbain estimé à 110 Mds USD sur la côte nord, avec des procédures en cours pour la livraison de 5 400 feddans (2 270 ha) supplémentaires et la préparation de 20 800 feddans (8 740 ha) additionnels. Ce projet, appelé à accueillir jusqu'à 2 millions d'habitants, poursuit ainsi sa phase opérationnelle, marquée par l'attribution d'un contrat de 15 Mds EGP à Orascom Construction pour les infrastructures de base et les premières zones mixtes. Parallèlement, les autres travaux progressent, avec un hôtel en cours d'achèvement (ouverture prévue à l'été 2026) et des avancées sur les infrastructures (réseaux, accès, équipements). Le gouvernement a réaffirmé sa volonté d'accélérer la mise en œuvre en levant les obstacles administratifs, tandis que des mesures d'accompagnement sont en

cours, notamment en matière de compensation des populations locales et de développement d'infrastructures alternatives dans la zone voisine de Shams El Hekma.

3. DEFICIT BUDGETAIRE PREVISIONNEL A 7,6 % EN 2025/2026 SELON LA BANQUE MONDIALE

Selon la [Banque mondiale](#), le déficit budgétaire de l'Égypte devrait se creuser à 7,6 % du PIB en 2025/26 (contre 7,1 % en 2024/25), dans un contexte de marges budgétaires contraintes et de dépendance persistante au financement externe. Les charges d'intérêts continuent de peser fortement sur les finances publiques, représentant 10,6 % du PIB et 87,1 % des recettes fiscales, tandis que les engagements contingents (27 % du PIB) constituent un risque supplémentaire pour la trajectoire budgétaire. Si la dette publique est attendue en légère hausse à 82,9 % du PIB en 2025/26 avant d'amorcer une baisse progressive, la Banque mondiale anticipe une amélioration du cadre macroéconomique, avec une inflation en recul à 13,6 % (contre 20,9 % l'année précédente) et une croissance maintenue à 4,3 %, un niveau supérieur à la moyenne mondiale dans un contexte international dégradé.

4. LANCEMENT D'UN MEGA PROJET URBAIN DE 27 MDS USD A MADINATY

Le 18 avril, le groupe Talaat Moustafa Group (TMG) [a annoncé](#), en présence du Premier ministre Mostafa Madbouly, le lancement des travaux de construction de son projet « *The Spine* », un développement immobilier d'ampleur exceptionnelle (1 400 Mds EGP, soit 27 Mds USD) au sein de Madinaty, quartier situé entre le Caire et la Nouvelle Capitale Administrative (NAC). Soutenu notamment par la *National Bank of Egypt*, le projet ambitionne de contribuer à hauteur de 1 % au PIB national et générer jusqu'à 155 000 emplois directs et indirects. « *The Spine* » comprendra 165 tours à usage mixte (résidentiel, commercial, hôtelier) et sera conçu comme une ville intelligente, reposant sur une intégration poussée de technologies d'intelligence artificielle et de systèmes urbains intelligents. Le projet intégrera également des infrastructures logistiques souterraines, des espaces verts couvrant 70 % de la superficie, ainsi que des services de santé. Ce projet s'inscrit dans la stratégie

des autorités égyptiennes de montée en gamme de l'offre immobilière et de positionnement du pays comme hub régional d'investissement, tout en illustrant la prééminence des grands promoteurs nationaux dans la structuration de projets urbains intégrés. Aucune information sur le calendrier n'a été publiée à ce jour.

5. SECTEUR MINIER : FORTE PROGRESSION D'EMRC PORTEE PAR L'EXPLOITATION DU PHOSPHATE

La société *Egyptian Mineral Resources Company* (EMRC), affiliée à la *Egyptian Mineral Resources Authority*, [a enregistré](#) une performance financière en nette progression au titre de l'exercice 2024/25, avec un bénéfice net doublé à 1,2 Md EGP (23 M USD) soit une progression de 102 % en glissement annuel. Cette dynamique est portée par une croissance soutenue du chiffre d'affaires, qui a atteint 2 Mds EGP (+39 % en glissement annuel), reposant principalement sur l'exploitation du phosphate, lequel représente 76 % de la production totale (581 000 tonnes), le reste se répartissant entre le zinc, le kaolin et le manganèse, dans un contexte de volumes de vente en forte hausse (+30 % de volume par rapport aux objectifs). L'entreprise a par ailleurs confirmé des réserves additionnelles de phosphate (200 000 tonnes) et intensifié ses activités d'exploration, notamment en Haute-Égypte et dans le désert oriental, avec des résultats préliminaires jugés encourageants. Dans le prolongement des réformes engagées par les autorités pour améliorer l'attractivité du secteur minier (révision du régime fiscal et des redevances), EMRC entend renforcer le recours aux énergies renouvelables sur ses sites et poursuivre l'ouverture de nouvelles concessions aux investisseurs étrangers. Cette trajectoire traduit une volonté de valorisation accrue des ressources extractives nationales, dans une logique de diversification des sources de devises et de montée en puissance du secteur minier dans l'économie égyptienne.

IRAK

1. REOUVERTURE DU POSTE FRONTIERE D'AL RABIA AVEC LA SYRIE

Les autorités irakiennes ont annoncé la réouverture, lundi 20 avril, du poste-frontière d'al-Rabia avec la

Syrie (appelé al-Yarubiyah côté syrien) après plus d'une décennie de fermeture, offrant ainsi une voie supplémentaire pour l'exportation de pétrole et de marchandises. Cette route commerciale devrait être privilégiée pour les flux de marchandises en provenance de Turquie en raison de difficultés rencontrées à la frontière avec la région autonome du Kurdistan (corruption, mise en place d'un nouveau système automatisé de données douanières défaillant entraînant surcoûts et difficultés logistiques, frais élevés...). Pour rappel, la Turquie est l'un des principaux fournisseurs de l'Irak qui est devenu le premier marché d'exportation turc pour les produits alimentaires et agricoles, avec des flux atteignant près de 3 Mds USD en 2025. Au total, les exportations turques vers l'Irak s'élèvent à 12,8 Mds USD.

IRAN

1. DILEMME INFLATION/RECONSTRUCTION

L'économie iranienne fait face à une pression inflationniste sans précédent. Selon les données du Centre des statistiques, l'inflation en glissement annuel a atteint 71,8 % à la fin de l'année iranienne (31 mars 2026), marquant le taux le plus élevé jamais enregistré dans l'histoire des statistiques du pays. Pire : la hausse des prix des produits alimentaires de base avoisine les 150 %. Or les experts avertissent que la nécessité de compenser les dommages de guerre pourrait imposer à la République islamique une charge annuelle de 27 Mds USD supplémentaires. Le budget de l'État plafonnant à 40 Mds USD, l'injection d'un tel montant dans l'économie sans contrepartie ferait exploser la base monétaire – laquelle a déjà progressé de 50 % l'année dernière – entraînant un nouveau dérapage de l'inflation qui pourrait atteindre 110 % avant la fin de l'année.

2. COUT DU CONFLIT ESTIME A ENVIRON 1 100 MDS USD

Selon de nouvelles estimations du gouvernement iranien, le coût des dommages économiques directs et indirects subis par l'Iran à la suite de la « guerre de 40 jours » avoisinerait les 1 100 Mds USD. Les pertes directes sont évaluées à environ 270 Mds USD, tandis que les pertes indirectes, incluant la perte de croissance économique et les coûts d'opportunité, atteindraient 800 Mds USD. Les économistes iraniens

consultés estiment qu'il faudra entre 2 et 8 ans d'investissements massifs pour compenser ces pertes, à condition d'attirer des capitaux étrangers et d'utiliser des outils monétaires adéquats.

3. AUGMENTATION DES SALAIRES

Le Conseil suprême du travail de la RII a approuvé l'augmentation de 60 % du salaire minimum et de 45 % de tous les autres salaires des secteurs public et parapublic pour l'année 1405. La directive permettant l'application de ces mesures n'a toutefois pas été promulguée par le ministère du Travail, renforçant l'inquiétude des salariés. De plus, l'Organisation de la sécurité sociale a commencé à verser les pensions de retraite des mois de mars-avril sans appliquer les augmentations prévues pour la nouvelle année, provoquant le mécontentement des intéressés.

ISRAËL

1. BAISSÉ DE 0,5 PT DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE EN MARS

D'après le trésorier général du ministère des finances, le déficit budgétaire du pays s'est établi à 4,2 % du PIB fin mars 2026 en glissement annuel, contre 4,7 % fin février 2026. Malgré les effets de la guerre avec l'Iran, cette baisse s'explique par deux facteurs principaux : **(1)** l'adoption du budget de 2026 fin mars par la Knesset a limité les dépenses publiques au niveau prévalant l'année précédente (un douzième mensuel du budget 2025) ; **(2)** des recettes exceptionnelles de 8,7 Mds ILS (2,9 Mds USD), issues notamment des taxes ponctuelles versées dans le cadre du rachat de Wiz par Google l'été dernier.

2. LÉGÈRE AUGMENTATION DE L'IPC (+0,4 %) EN MARS

Selon le Bureau central des statistiques, l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 0,4 % en mars, en légère baisse par rapport aux 2 % enregistrés fin février 2026. En glissement annuel, l'indice a augmenté de 1,9 %, soit dans la fourchette cible d'inflation annuelle de 1 à 3 % fixée par la Banque d'Israël. Depuis le début de l'année, l'inflation cumulée atteint 0,3 %.

3. CRAINTE DES EXPORTATEURS FACE À L'APPRECIATION DU SHEKEL PAR RAPPORT AU DOLLARS

L'excédent persistant de dollars américains entrants dans l'économie locale est principalement dû à la

vigueur des exportations de la tech et la hausse des investissements étrangers, en lien avec les performances des marchés financiers locaux. En 2025, les investissements étrangers ont atteint environ 39 Mds USD. L'appréciation du shekel (nouveau plus haut sur trente ans à 2,9512 USD pour un ILS) pèse lourdement sur les exportateurs et les entreprises qui perçoivent leurs revenus en dollars mais paient leurs dépenses en shekels (fonds de VC notamment). Les entreprises font face à une baisse de leur rentabilité ; environ 40 % des exportateurs et 55 % des entreprises technologiques envisagent de délocaliser leur production à l'étranger ou de réduire leurs embauches. Les chefs d'entreprise exigent une intervention, notamment des achats potentiels de dollars par la banque centrale ou des changements de politique, afin d'alléger la pression sur les exportateurs.

4. EL AL OUVRE UNE NOUVELLE LIGNE DIRECTE À DESTINATION DE BUENOS AIRES

Annoncée à l'occasion de la visite en Israël du Président Milei pour le jour de l'indépendance, cette nouvelle ligne sera la plus longue de la compagnie israélienne (16 heures de vol) compte tenu de certaines restrictions de survol (Libye et Soudan notamment). Pour faire face à ces surcoûts opérationnels, 44 M ILS de subventions étatiques ont été budgétées afin de proposer à la clientèle une tarification attractive. L'ouverture commerciale de la ligne est prévue à l'automne, avec deux rotations hebdomadaires la première année.

5. FAIBLE AUGMENTATION DE LA POPULATION (+1,4 %)

Comme chaque année à l'occasion de la fête de l'indépendance, un rapport du Bureau Central des Statistiques met en avant les principales évolutions de la population locale sur l'année écoulée. Cette population atteint aujourd'hui 10,244 M d'habitants, en progression de 1,4 % sur un an (contre un taux usuel de 1,8 à 2 %). Cette évolution est attribuable à un solde démographique positif (177 000 naissances pour 48 000 décès), partiellement compensé par un solde migratoire négatif pour les ressortissants israéliens (21 000 immigrants contre 45 000 émigrés).

JORDANIE

1. FMI : ACCORD TECHNIQUE DE LA 5^{ÈME} REVUE DE L'EFF

Le Fonds monétaire international et la Jordanie sont parvenus à un accord au niveau des équipes techniques sur la cinquième revue du mécanisme élargi de crédit (*Extended Fund Facility* – EFF) mis en place en janvier 2024. D'après le Fonds, l'économie jordanienne devrait continuer de faire preuve de résilience malgré un contexte régional dégradé. Il souligne la réactivité des autorités pour mettre en place des mesures d'atténuation face aux effets directs de la guerre. En supposant un retour à la normale d'ici mi-2026, la croissance devrait s'établir à 2,7 % en 2026 (contre 3 % prévu avant la guerre), et l'inflation devrait atteindre environ 2,3 % sous l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants. Aussi, le FMI maintient l'objectif de ramener la dette publique à 80 % du PIB d'ici 2028. Il prévoit toutefois une dégradation du déficit courant à -6,9 % du PIB en 2026 (contre -5,7 % du PIB prévu avant la guerre), résultat de revenus du tourisme plus faibles et de la hausse des coûts du fret, des assurances et des importations d'énergie. Un accord technique a également été trouvé sur la seconde revue de la facilité pour la résilience et la durabilité (*Resilience and Sustainability Facility* – RSF) approuvée en juin 2025. Ces deux accords devraient permettre de débloquer 197 M USD de financement.

2. MOODY'S MAINTIENT LA NOTE DE CREDIT DU ROYAUME A « BA3 »

Moody's maintient la note de crédit à long terme de « Ba3 » attribuée à la Jordanie avec une perspective stable. Malgré la dégradation régionale, l'agence de notation prévoit un rythme de croissance modéré de +2,7 % pour 2026, puis 3 % à moyen terme, des projections qui pourraient, d'après le rapport, être revues à la hausse si les autorités prennent les mesures nécessaires pour attirer d'avantage d'investissements étrangers. Le compte courant, structurellement déficitaire, devrait atteindre -6 % du PIB. Enfin, Moody's prévoit un déclin graduel de la dette publique de 83 % du PIB en 2025 à 76 % du PIB en 2030.

LIBAN

1. LE FMI PREVOIT UNE CROISSANCE DE 4 % EN 2025

À l'issue des réunions annuelles de printemps, le FMI a publié ses projections de croissance pour 2025, estimée à 4 %, et maintient ses estimations pour 2024 (-7,5%) et 2023 (-0,7%). Compte tenu de la forte incertitude macroéconomique et géopolitique, le Fonds préfère ne pas communiquer de projection de croissance pour 2026.

Le FMI estime à 34,5 Mds USD le PIB nominal du Liban en 2025, contre 29,3 Mds USD en 2024 (+1 Md USD par rapport à sa dernière estimation à l'automne 2025) et 24,5 Mds USD en 2023 (1,1 Md également).

La rectification à la hausse de ces estimations les fait converger avec celles revues à la baisse ce mois-ci par l'Administration centrale de la Statistique (ACS), rattachée à la présidence du Conseil des Ministres du Liban, qui estime à 30,4 Mds USD le PIB nominal en 2024 et à 25,9 Mds USD en 2023.

Par ailleurs, le Fonds relève que les recettes publiques ont représenté près de 18,8 % du PIB en 2025, contre 15,7 % en 2024, tandis que les dépenses publiques s'élevaient à 15,5 % du PIB en 2025, contre 15,3 % en 2024. L'excédent budgétaire a représenté 3,25 % du PIB en 2025 contre 0,4 % en 2024.

2. PRES DE 52 000 HA DE SURFACES AGRICOLES AFFECTES PAR LE CONFLIT

Le ministère de l'Agriculture du Liban a publié le 17 avril la troisième édition du rapport hebdomadaire d'évaluation des dommages causés par le conflit avec Israël sur le secteur agricole national, dont il ressort une aggravation de l'étendue des dégâts. 2 392 hectares supplémentaires ont été endommagés en une semaine, portant à 51 956 hectares la superficie affectée depuis le début de la guerre, le sud du pays concentrant près de 95 % des dommages. En conséquence, dans cette zone, 78 % des fermiers ont cessé leurs activités et 77 % ont été déplacés. Ces données ne couvrent cependant que les exploitants qui se sont enregistrés sur la plateforme de suivi du ministère, soit 23 % du total. Les oliviers concentrent 43 % des dégâts causés aux arbres et les tomates 47 % des parcelles de fruits et légumes cultivés sous serres. Un paquet de soutien financier de 1,6 M USD, dont la source n'est pas précisée, a été déployé en faveur de

4 840 agriculteurs et 1 836 ont bénéficié d'aides en nature (pompes solaires, fourrage...).

3. REPRISE PROGRESSIVE DES VOLS INTERNATIONAUX A L'AÉROPORT DE BEYROUTH

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, plusieurs compagnies aériennes internationales ont repris les liaisons depuis l'aéroport de Beyrouth ou annoncé leur retour imminent. Le début du conflit avait en effet conduit au départ de la quasi-totalité des compagnies, à l'exception de la compagnie Royal Jordanian, qui maintenait une liaison vers Amman, et du transporteur national Middle East Airlines qui assurait la continuité des connexions du Liban avec le reste du monde. Le nombre de vols quotidiens avait été fortement réduit, passant d'environ 70 rotations quotidiennes avant la crise à moins d'une vingtaine pendant le conflit. Alors que les compagnies du golfe, Air Arabia, FlyDubai et Qatar Airways ont déjà repris les vols vers Beyrouth, elles seront suivies d'EgyptAir à compter du 23 avril, d'Emirates dès le 27 avril ainsi que de Turkish Airlines, Cyprus Airways et Etihad à partir du 1^{er} mai. Air France maintient la suspension de ses vols jusqu'au 3 mai.

Les compagnies devront néanmoins affronter la hausse des coûts du carburants d'avion, ceux-ci ayant doublé depuis le début du conflit, ainsi qu'un risque de pénurie de kérozène pesant sur le secteur aérien. Le 16 avril, Fatih Birol, président de l'Agence internationale de l'énergie, prévenait que l'Europe ne disposait plus que de 6 semaines de réserves de kérozène. Dans ce contexte, Lufthansa a annoncé le 22 avril, l'annulation de 20 000 vols initialement prévus cet été.

PALESTINE

1. REFORMES INSTITUTIONNELLES ET ADMINISTRATIVES : LE GOUVERNEMENT REVENDIQUE DES AVANCEES SUBSTANTIELLES

Le Premier ministre palestinien Mohammad Mustafa a mis en avant les progrès réalisés dans le cadre du programme de réformes institutionnelles et administratives, affirmant que plus de 70 % des mesures prévues ont déjà été mises en œuvre. S'exprimant lors de la réunion internationale sur la solution à deux États à Bruxelles, il a souligné que ces réformes visent à renforcer la gouvernance,

améliorer la transparence et consolider la capacité des institutions publiques.

Il a indiqué que le gouvernement poursuit notamment la modernisation de la gestion des finances publiques, le renforcement de l'État de droit et la restructuration du secteur de la sécurité afin de garantir un fonctionnement plus efficace et responsable des institutions. Selon Mustafa, ces avancées traduisent une volonté de construire un appareil étatique capable d'assumer pleinement ses responsabilités.

Il a toutefois insisté sur le fait que la réussite de ces réformes dépend étroitement d'un environnement politique et économique plus stable, ainsi que d'un soutien international durable pour accompagner leur mise en œuvre.

2. GAZA : 71,4 Mds USD NECESSAIRES POUR LA RECONSTRUCTION

L'Union européenne, les Nations unies et la Banque mondiale ont publié une évaluation conjointe des besoins de reconstruction à Gaza après 24 mois de conflit. Le rapport estime à 71,4 Mds USD les besoins totaux sur la prochaine décennie, dont 26,3 Mds nécessaires dès les 18 premiers mois pour rétablir les services essentiels et relancer l'économie.

Les dommages matériels sont évalués à 35,2 Mds USD, tandis que les pertes économiques et sociales atteignent 22,7 Mds. Le secteur du logement est particulièrement touché, avec plus de 371 000 unités détruites ou endommagées. Plus de 50 % des hôpitaux sont hors service, et une grande partie des écoles sont inutilisables.

L'économie de Gaza s'est contractée de 84 %, tandis que le développement humain a reculé de plusieurs décennies. Environ 1,9 million de personnes ont été déplacées, et plus de 60 % de la population a perdu son logement, soulignant l'ampleur exceptionnelle des besoins de reconstruction.

3. HAUSSE DES PRIX DE GROS DES PRODUITS LOCAUX

Le Bureau central palestinien des statistiques indique que l'indice des prix de gros enregistre une hausse en glissement annuel, principalement portée par l'augmentation des prix des biens produits et consommés localement, qui progressent de 6,09 %.

Cette évolution reflète des pressions inflationnistes persistantes sur le marché intérieur.

Dans le détail, plusieurs catégories connaissent des hausses marquées, notamment les combustibles gazeux (+20,30 %), les fruits et légumes (+19,37 %) et les textiles (+11,20 %). À l'inverse, certaines composantes affichent des reculs significatifs, en particulier les combustibles solides (-42,26 %) ainsi que les viandes et poissons (-4,05 %).

Les produits importés se distinguent par une relative stabilité, avec une légère variation de -0,04 %, soulignant le contraste avec la dynamique des prix domestiques. Les données relatives à Gaza demeurent estimées, en raison des perturbations économiques liées au conflit en cours.

SYRIE

1. IMPORTANTE VAGUE DE MANIFESTATIONS SOCIALES ET ÉCONOMIQUES AU MOIS D'AVRIL

Une vague croissante de manifestations sociales et économiques traverse la Syrie depuis le début du mois d'avril 2026. Des travailleurs, étudiants, professions libérales ou encore de simples citoyens dénoncent la baisse du pouvoir d'achat, la dégradation des services publics et des problèmes de

gouvernance, traduisent un malaise structurel dépassant des revendications ponctuelles.

Ces manifestations touchent plusieurs régions du pays et secteurs de l'activité économique. À Raqqa, le 19 avril, des milliers de familles ont protesté contre des expulsions liées à des projets immobiliers controversés. À Deraa, le 15 avril, des boulangers ont dénoncé la hausse des coûts de production après la réduction des subventions gouvernementales. À Damas, le 17 avril, une manifestation symbolique a réuni des centaines de personnes appelant à des réformes économiques et à la lutte contre la corruption. D'autres mouvements concernent l'accès aux soins, notamment pour les greffés rénaux, ou la qualité de l'enseignement universitaire à Alep.

2. DEPRECIATION DE LA LIVRE SYRIENNE

Au milieu du mois d'avril 2026, la livre syrienne atteignait le niveau bas de 13 350 SYP / USD, contre 11 000-12 000 SYD / USD le mois d'avant. Cette dépréciation a conduit à une augmentation rapide des prix de base et de l'énergie, aggravant l'écart croissant entre le taux de change officiel et celui du marché parallèle. Des révisions quotidiennes voire horaires de prix pour des denrées de base, comme le sucre ou l'huile de cuisson, ont été observées dans plusieurs marchés du pays.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2025	FMI / WEO	118,3	46	86,7	10,2	11,5	5,8	5,6	25,6
PIB (Mds USD) – 2025	FMI / WEO	349	265	376	665	62	35	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2025	FMI / WEO	3190	5830	4250	67000	5356	4470	2593*	869*
CROISSANCE PIB REEL (%) – 2025	FMI / WEO	4,4	0,5	0,3	3,1	2,7	4	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGETAIRE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	-7,2	-6,3	-4,3	4,9	-5,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	84	53,1	36,4	70	83,4	114	86*	n/a
RATING COFACE 2025	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	11,9	-1,2	60	1,8	1,1	15,3	48,9	15,2
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,8	n/a	39,4	50,2	n/a	50,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1838	418	231	1885	1240	540	30	30
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1214	1556	51	1410	60	93	4	4

* = DONNEES BANQUE MONDIALE 2024/2025

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CREDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRES FAIBLE / **A2** PEU ELEVE / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ELEVE / **C** ÉLEVE / **D** TRES ELEVE / **E** EXTREME

LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR EST PRESENTE DANS PLUS DE 100 PAYS A TRAVERS SES SERVICES ECONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE BEYROUTH

REDACTION : SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr